

CLIAA – Comité de Liaison des Interprofessions Agricoles et Agroalimentaires

Contribution CLIAA sur le projet de lignes directrices sur les accords de durabilité dans l'agriculture (Article 210 bis du règlement (UE) n° 1308/2013)

Présentation du CLIAA

Le Comité de Liaison des Interprofessions agricoles et Agro-alimentaires fédère aujourd'hui 51 interprofessions agricoles et agroalimentaires (sur 67 reconnues en France). Il a pour rôle de structurer les échanges et la coordination entre les interprofessions, afin de mutualiser les réflexions lorsque cela est possible, notamment sur les sujets relatifs à la vie et aux moyens d'action à disposition des interprofessions.

Contexte :

En introduisant de nouvelles possibilités de dérogations à l'article 101, paragraphe 1 du TFUE pour les producteurs agricoles, dans le cadre d'accords conclus entre eux ou avec des acteurs de la filière (verticaux ou horizontaux), l'article 210 bis du règlement OCM fait partie des outils susceptibles d'être mobilisés par les interprofessions françaises reconnues, dans le cadre de leur démarche visant à améliorer la durabilité des productions agricoles et alimentaires françaises.

Cette nouvelle disposition constitue une première avancée significative, et les organisations interprofessionnelles en partagent l'ambition. Néanmoins, il semble indispensable de rappeler que l'expérience acquise par les organisations interprofessionnelles en France sur ce sujet depuis plusieurs années démontre la nécessité de prendre en compte les composantes sociale et économique de la durabilité pour avoir une chance que de tels accords aboutissent à la réalisation des objectifs projetés. Nous regrettons qu'une approche holistique de la durabilité n'ait pas été retenue dans ce cadre.

Observations

Ainsi, au titre du CLIAA, il nous semble important de formuler deux observations en lien avec les moyens d'action des interprofessions, à propos du projet de lignes directrices soumis à consultation par la Commission européenne.

Le CLIAA regroupe en effet uniquement des interprofessions reconnues par les pouvoirs publics français. Ceci signifie, entre autres choses, que grâce aux membres qu'elle regroupe, l'interprofession est jugée représentative des différents maillons de la filière qu'elle fédère, ce qui lui permet de faire étendre les accords conclus en son sein. En particulier, une interprofession regroupe ainsi, a minima, les différentes organisations permettant de représenter au moins 66% des producteurs agricoles en cas d'accords étendus (Il en va de même pour les autres « collègues » de l'interprofession).

Enfin, il nous semble important de souligner que les interprofessions reconnues joueront nécessairement un rôle significatif quant à la massification des processus visant à améliorer la durabilité des productions agricoles et alimentaires. De plus, cette massification peut, dans la plupart des cas, participer à réduire le coût d'opportunité de ces démarches pour les opérateurs, et *in fine* les consommateurs.

Les observations et interrogations du CLIAA portent sur les conditions dans lesquelles l'article 210bis est susceptible de s'appliquer aux accords interprofessionnels.

1. La nécessaire prise en compte de la composition des organisations interprofessionnelles reconnues

Conformément au projet de lignes directrices¹, les parties à l'accord de durabilité « *peuvent être des opérateurs individuels et des associations ou d'autres entités collectives² réunissant des producteurs ou d'autres entreprises* » de l'aval (i.e. transformation, commercialisation), à condition qu'« *au moins l'une des parties à l'accord de durabilité est un producteur ou une association de producteurs* ».

Or, la reconnaissance d'une OI par un Etat membre, sur le fondement de l'article 157 de l'OCM, implique obligatoirement que cette entité comprenne en son sein des « *représentants des activités économiques liées à la production* »³. Aussi, par nature, l'adoption d'un accord interprofessionnel requiert l'approbation de chacune des catégories de professions représentées en son sein dont nécessairement la production. **C'est pourquoi, dans l'hypothèse d'accords interprofessionnels conclus par une OI reconnue, la condition essentielle d'application de l'article 210bis tenant à la présence, en tant que partie, d'un producteur ou d'une association de producteurs est, selon nous, mécaniquement remplie.** Ainsi, l'applicabilité de l'article 210 bis à un tel accord ne devrait donc pas dépendre, notamment, d'une signature formelle de l'accord par une organisation représentative de la production.

Cette lecture devrait être confirmée en tenant compte du fait que les organisations membres d'une interprofession tels des syndicats agricoles ou des associations de producteurs dépourvues de mission de commercialisation n'exercent pas elles-mêmes d'activités de production, transformation ou commerce.

Afin de garantir une plus grande sécurité juridique et que les lignes directrices atteignent ainsi leur objectif⁴, le CLIAA sollicite l'introduction d'une clarification sur ce point dans les futures lignes directrices.

2. L'applicabilité de l'article 210 bis aux accords interprofessionnels étendus

L'OCM offre aux organisations interprofessionnelles un outil particulièrement important pour assurer l'efficacité de leurs actions : l'extension des accords par un Etat lorsque l'interprofession reconnue est en capacité, pour un produit et une circonscription économique donné(e)s, de démontrer un niveau de représentativité renforcé de la production et du commerce et/ou de la transformation⁵.

Si le projet de lignes directrices offre une description détaillée des conditions à remplir pour bénéficier de l'exemption prévue à l'article 210 bis, il n'évoque pas la question de l'éventuelle application de cet article aux règles étendues par les organisations interprofessionnelles et les organisations de producteurs et leurs associations en application de l'article 164 de l'OCM.

¹ Point 29.

² Les organisations interprofessionnelles sont expressément visées en tant qu'entités collectives.

³ Article 157, paragraphe 1, point c) de l'OCM.

⁴ « *Expliquer les conditions d'application de l'article 210 bis* » (considérant 1).

⁵ Article 164, paragraphe 3, point ii) : Représentation pour chacun des maillons d'au moins deux tiers en proportion du volume de production ou du commerce ou de la transformation du produit concerné. En France, l'extension des accords interprofessionnels est « *subordonnée à l'adoption de leurs dispositions par les professions représentées dans l'organisation interprofessionnelle, par une décision unanime* » (Article L632-4 du Code rural et de la pêche maritime) garantissant ainsi l'accord de chacun des maillons dont la production, en cas d'extension.

La question se pose car des objectifs de durabilité figurent dans la liste exhaustive des objets susceptibles de fonder une extension tels la protection de l'environnement⁶ ou de l'agriculture biologique⁷, la valorisation des produits et sous-produits⁸, la recherche des méthodes culturales permettant la limitation de l'usage des produits phytosanitaires ou encore la préservation des sols⁹. L'article 164 précise que ces accords étendus ne doivent pas produire les effets énumérés à l'article 210 paragraphe 4 comme la fixation collective des prix ou de quotas¹⁰ et restent soumis à un contrôle *ex post* de la Commission européenne¹¹.

En outre, l'extension permet de rendre les dispositions d'un accord interprofessionnel opposables aux opérateurs dont les professions sont représentées par ces organisations, y compris vis-à-vis d'opérateurs non adhérents des organisations membres de l'interprofession¹².

Le caractère obligatoire ainsi conféré à l'accord a vocation à assurer un terrain de jeu égal (« *level playing field* ») entre les différents opérateurs et, en cas de cotisations au sens de l'article 165 de l'OCM, à « éviter des *«free riders»*, c'est-à-dire des entreprises qui bénéficient des mesures prises par les organisations interprofessionnelles sans toutefois y avoir contribué »¹³.

Le CLIAA appelle ainsi la Commission européenne à clarifier les conditions dans lesquelles de tels accords étendus pourraient bénéficier de la non-application de l'article 101 paragraphe 1 TFUE sur le fondement de l'article 210 *bis* de l'OCM.

Plus généralement, compte tenu de la spécificité des organisations interprofessionnelles par rapport à des opérateurs économiques individuels classiques, le CLIAA estime que la présence **d'exemples d'accords interprofessionnels de durabilité dans les lignes directrices** serait favorable à la sécurité juridique de ces derniers et à une meilleure compréhension de l'application de ces règles aux interprofessions.

⁶ Article 164, paragraphe 4, point e).

⁷ Article 164, paragraphe 4, point g).

⁸ Article 164, paragraphe 4, point h) et n).

⁹ Article 164, paragraphe 4, point j).

¹⁰ Article 164, paragraphe 4, dernier alinéa de l'OCM.

¹¹ Article 164, paragraphe 6 de l'OCM.

¹² Conseil d'État, 3^{ème} et 8^{ème} sous-sections réunies, 07/05/2008, 278820.

¹³ Conclusions de l'avocat général M. Melchior Wathelet présentées le 31 janvier 2013, aff. C-677/11, *Doux Élevage SNC et Coopérative agricole UKL-ARREE* contre Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire et Comité interprofessionnel de la dinde française (CIDEF), point 65.

NOM	Nom Complet
AIB	Association interprofessionnelle de la banane
AIBS	Association Interprofessionnelle de la Betterave et du Sucre
ANICAP	Association Nationale Interprofessionnelle Caprine
ANIFELT	Association Nationale Interprofessionnelle des Fruits et Légumes Transformés
ANVOL	Interprofession de la volaille de chair
ARIBEV-ARIV	Association Réunionnaise Interprofessionnelle du Bétail, des Viandes et du Lait - Association Réunionnaise Interprofessionnelle de la Volaille
BNIC	Bureau National Interprofessionnel du Cognac (AOC)
CIF Cantal	Comité Interprofessionnel des Fromages Cantal/Salers
CIFOG	Comité Interprofessionnel des Palmipèdes à Foie Gras
CIGC	Comité Interprofessionnel de Cestion du Comté
CIHEF	Comité Interprofessionnel des Huiles Essentielles Françaises
CIPA	Comité Interprofessionnel des Produits de l'Aquaculture
CIPALIN	Comité Interprofessionnel de la Production Agricole du LIN
CLIPP	Comité Lapin Interprofessionnel pour la Promotion des Produits
CNIEL	Centre National Interprofessionnel de l'Économie Laitière
CNIPT	Comité National Interprofessionnel de la Pomme de Terre
CNIV	Comité National des Interprofessions des Vins à appellation d'origine et à indication géographique <i>* Le CNIV regroupe 23 interprofessions vitivinicoles</i>
CNPO	Comité National pour la Promotion de l'Œuf
FBF	France Bois Forêt
GIPT	Groupement Interprofessionnel pour la valorisation de la Pomme de Terre
INAPORC	Interprofession nationale porcine
InterApi	Interprofession des produits de la ruche
INTERBEV	Association Nationale Interprofessionnelle du Bétail et des Viandes
INTERCEREALES	Association interprofessionnelle des céréales
INTERFEL	Association Interprofessionnelle des Fruits et Légumes Frais
Interhoublon	Interhoublon
SEMAE	Groupement national interprofessionnel dans le domaine des Semences et Plants
TERRES UNIVIA	Interprofession des huiles et protéines végétales
UNICID	Union Nationale Interprofessionnelle Cidricole
VAL'HOR	Association Française pour la valorisation des Produits et des Secteurs Professionnels de l'Horticulture et du Paysage